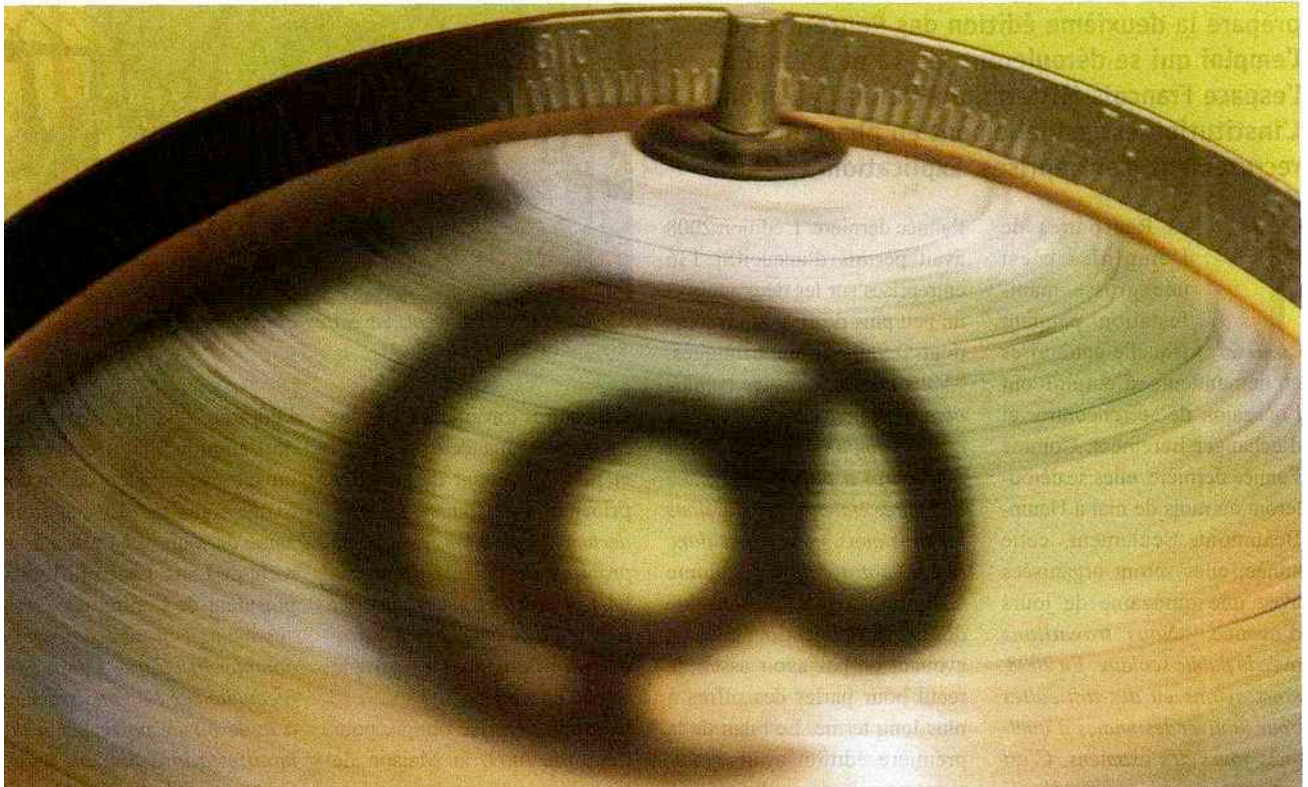


TENDANCES

L'économie numérique peut-elle sauver la planète ?



“Quand on commande un produit par Internet, au lieu de prendre la voiture pour aller le chercher au supermarché, l'impact écologique est divisé par dix.” Gilles Berhault, fondateur de l'Association communication et information pour le développement durable.

► Anne D'AUBREE

Les technologies de l'information permettent-elles de faire des économies d'énergie, plus qu'elles ne polluent ? L'équation n'est pas si simple. Comportement des utilisateurs et modèles économiques sont également lourds de conséquences. Débat.

Les technologies de l'information, qui modifient radicalement l'économie, vont-elles dans le sens du développement durable ou, au contraire, contribuent-elles à polluer encore plus la planète ? Tel était l'enjeu du débat “L'économie numérique peut-elle sauver la planète ?”

qui s'est déroulé le 3 avril dernier, à Paris, dans le cadre de la Semaine du développement durable.

A première vue, les gains écologiques apportés par les technologies de l'information semblent évidents. “Quand on commande un produit par Internet, au lieu de prendre la voiture pour aller le chercher

au supermarché, l'impact écologique est divisé par dix”, explique Gilles Berhault, fondateur de l'association [ACIDD](#) (Association communication et information pour le développement durable) et auteur de l'ouvrage *Développement durable 2.0. L'Internet peut-il sauver la planète ?* Le télétravail, qui permet de limiter les déplacements professionnels, constitue un autre exemple de pratique où l'utilisation des technologies de l'information dans l'économie est favorable à la planète. Reste que ce gain demeure, pour le moment, largement théorique en France où le télétravail est encore peu répandu par rapport à d'autres

pays comme la Suède ou les Etats-Unis.

Car si les individus ont pleinement adopté ces outils, du côté des entreprises, l'usage des réseaux sociaux reste pour l'instant extrêmement limité. Au niveau mondial, 82% des entreprises ne se sont pas vraiment penchées sur le sujet et 7% seulement d'entre elles ont implémenté une solution.

Le frigo intelligent. Pour l'avenir, “les possibilités offertes par le numérique au développement durable sont infinies”, d'après Marc Mossé, directeur des affaires publiques et juridiques de Microsoft France. Ainsi, “on sait que 30%

des déchets ménagers sont des produits alimentaires périmés”, explique-t-il. Alors, à l’occasion des “Imagine Cup 2008”, où l’éditeur a réuni des étudiants pour leur faire inventer des outils logiciels destinés à améliorer la planète, une équipe a proposé un frigo intelligent qui prévient ses utilisateurs de l’approche de la date limite des aliments. Autre exemple : une start-up française a créé un logiciel qui permet de gérer l’éclairage urbain, via Internet. “Pour chaque lampadaire, il peut y avoir une économie de 40% d’énergie par an”, souligne Marc Mossé. Et, de manière plus large, l’utilisation des technologies de l’information pour améliorer l’efficacité énergétique des bâtiments pourrait se révéler particulièrement fructueuse. Un bénéfice qui ne doit pas être surestimé, tempère toutefois Fabrice Flipo, chercheur à l’université Paris I et auteur de l’ouvrage *Ecologie des fractures numériques*, pour qui rentrent également en compte le choix des matériaux et les techniques de bâti.

L’envers du numérique. Le revers de la médaille, c’est que l’économie numérique se révèle très gourmande en énergie. C’est tellement vrai que les sociétés qui exploitent des serveurs informatiques les placent à proximité des points d’eau, “à cause de leur forte consommation d’énergie”, souligne Marc Mossé. Plus globalement, si cette consommation est difficile à chiffrer, s’accordent les participants, elle est importante. Les TIC seraient responsables de 2 à 5% de l’émission de gaz à effet de serre dans le monde, (un chiffre comparable à celui des transports aériens) et représenteraient environ 13,5% de la consommation électrique en France.

Mais, au-delà de sa consommation énergétique, le fonctionnement même de l’économie numérique impacte l’environnement. C’est ce que souligne Fabrice Flipo. En cause, “l’obsolescence programmée”, cette pratique qui consiste à limiter volontairement la durée de vie des produits technologiques commercialisés, afin de

stimuler leur remplacement. “Par exemple, ce sont souvent les logiciels qui poussent au renouvellement des machines. On le voit notamment sur les consoles de jeu, car les ordinateurs rament avec les nouvelles versions des jeux : malgré les mises à jour, les systèmes d’exploitation ne suivent pas”, illustre Fabrice Flipo, pour qui ces industries ne font des efforts qu’à la marge, dans un système qui pousse à la consommation et donc pollue.

Son point de vue va à l’encontre de celui de Marc Mossé, pour qui “les technologies de l’information permettent de moduler les usages. Chacun peut maîtriser ses propres choix. C’est un appel à plus de responsabilité”. “On sait que les utilisateurs de GPS consomment 8% de moins de carburant que les autres conducteurs”, illustre Gilles Berhault, qui plaide pour un apprentissage à l’usage des outils numériques. Il s’agit par exemple, d’envoyer des fichiers moins lourds par Internet.

25 milliards de dollars versus

zéro euro pour l’économie numérique. Les effets de l’économie numérique sur le développement durable sont donc loin d’être simples à évaluer et les responsabilités des utilisateurs et des acteurs économiques, complexes à établir. Or, en France ce débat n’a pas lieu, regrette Gilles Berhault. Lequel remarque que “le numérique a brillé pour son absence lors du Grenelle de l’environnement”, et que le plan France numérique 2012, mis en place par Eric Besson pour favoriser le développement de l’économie numérique, ne “parle pas de développement durable”. Marc Mossé, lui, regrette également que le gouvernement ne soutienne pas plus l’économie numérique, un secteur où la France possède pourtant des atouts. Rien n’est prévu dans le plan de relance pour l’économie numérique, “quand Barak Obama a investi 25 milliards de dollars dans ce secteur”, argumente-t-il. La question de savoir si ces 25 milliards seront réellement profitables à l’avenir de la planète reste posée... ■